

L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 13 février 2017

Violences policières, viol en réunion

Théo, 21 ans, a été victime d'un viol lors d'un contrôle policier dans le quartier de la Rose des Vents à Aulnay-sous-Bois. Pas de comparution immédiate pour les policiers concernés. Ils n'ont même pas été suspendus ! Simplement retirés du service actif... La police des polices (l'IGPN), quant à elle, tente de leur sauver la mise en parlant d'un simple « accident », d'un viol... non intentionnel, comme si une matraque avait pu être enfoncée de dix centimètres involontairement !

Dis moi comment on te juge, je te dirai qui tu es

Au même moment, plusieurs jeunes, suite aux manifestations de protestation en Seine-Saint-Denis sont condamnés en comparution immédiate à de la prison ferme, sans enquête réelle sur les faits incriminés. De la routine, en fait. Les policiers sont rarement condamnés : en 2005 les policiers de la BAC poursuivis après la mort de Zied et Bouna, électrocutés dans un transformateur à Clichy-sous-Bois, ont été définitivement relaxés. En juillet dernier, après la mort d'Adama Traoré lors d'une interpellation par la gendarmerie dans le Val d'Oise, sa famille fait face à un refus d'organiser toute véritable enquête sur les circonstances de sa mort.

Dans ces conditions, quoi d'étonnant à ce que les jeunes se révoltent et demandent des comptes ?

Les jeunes des quartiers populaires, soumis aux incessants contrôles au faciès, aux comportements violents et vexatoires des cow-boys qui composent les dites brigades d'intervention, se révoltent et ont décidé de ne pas accepter cette justice du deux poids-deux mesures. On a vu, dans les reportages télé, leurs mères défiler à Aulnay en s'indignant du harcèlement policier à l'encontre de leurs enfants. Puis les jours derniers, les manifestations ont fait tache d'huile dans différentes villes du pays. Samedi dernier, plus de 2 000 manifestants, de tous âges, ont protesté devant le Tribunal de Grande Instance à Bobigny. Ils ont fait face à une attitude provocatrice de la police, qui a tout fait pour que cela se termine en affrontement.

Voilà la tactique du gouvernement : côté face, cet hypocrite de Hollande se rend au chevet de Théo, en toute simplicité... et entouré d'une flopée de

photographes, côté pile il fait donner l'ordre à la police de réprimer et provoquer les manifestants.

Sa petite mise en scène ne peut faire oublier que Hollande et son gouvernement viennent de faire voter une loi permettant à des policiers de faire usage de leurs armes bien au-delà des cas de « légitime défense », le plus souvent déjà invérifiable.

Ce n'est pas une bavure, c'est un système

C'est uniquement la peur d'une généralisation de la révolte dans les banlieues, comme en 2005, qui pourrait perturber la campagne présidentielle, qui explique la fausse compassion pour Théo de bon nombre de politiciens, qui tiennent à ajouter que « non vraiment, cet incident malheureux ne doit pas discréditer l'ensemble des forces de l'ordre ». Non, ce n'est pas un « incident malheureux ». C'est le quotidien barbare du prétendu maintien de l'ordre dans les quartiers pauvres. D'une routine admise au point qu'un syndicaliste policier n'a pas hésité à déclarer sur un plateau télé que l'insulte « bamboula » dont avait été victime Théo était encore « à peu près convenable ». Un aveu des insultes racistes habituellement utilisées par ses collègues.

Tous ceux qui ont manifesté il y a quelques mois contre la loi Travail, connaissent aussi la réalité des méthodes policières, sur des ordres venus d'en haut : brutalité extrême sur des manifestants, pour la simple raison qu'ils s'opposaient à la politique du gouvernement.

Souhaitons une chose : que lors de la campagne des présidentielles actuelle, le crime policier commis à l'encontre de Théo devienne un sujet majeur d'indignation politique de la population, et que les manifestations grandissent, se généralisent.

A quand la distribution de patates et de riz ?

Comme l'a rappelé la direction dans les briefings, la prétendue augmentation de salaire sera conforme aux dispositions du NEC signé en juillet 2016 par les syndicats béni-oui-oui.

La direction promet 0,8 %, l'inflation étant de 0,6 % (en vérité plus sur les produits de première nécessité), ça signifie que l'augmentation générale sera d'à peine 0,2 % pour la majorité des salariés : ceux qui ont subi tous les sacrifices, les suppressions de postes et les surcharges de travail qui vont avec.

Productivité coûte que coûte

Lundi 30 janvier dernier, suite à la collision de leurs cars sur le trajet, 57 collègues se sont retrouvés dans les hôpitaux de la région, certains dans un état grave. Tout cela a « impacté la production » pleurniche la direction. Elle s'est néanmoins gargarisée de « la solidarité et l'entraide » des salariés... qu'elle appelle à des « séances de rattrapage au volontariat » pour rattraper le retard. Au-delà des larmes de crocodile, ce qui prime d'abord pour la direction c'est la machine à faire tourner les profits.

Une attaque contre la Logistique

Un cariste du B3, équipe 22 est sanctionné par la direction. Elle veut le muter en 2 semaines vers l'équipe 12 du B5. Elle justifie cette sanction avec un dossier bidon comme elle en a l'habitude : accusation d'avoir manqué des briefings, de ne pas porter tout le temps des bouchons d'oreille, etc.). En s'en prenant à un membre de la Logistique, la direction prépare une vaste attaque contre tout ce secteur qu'elle veut dézinguer en profondeur en développant le Kitting.

Chaises musicales

En Logistique B2, équipe C, Rodeo, la direction fait tourner les embauchés sur les postes. Chaque départ est remplacé par un intérimaire à qui la direction prétend qu'il n'y a pas de poste pour lui. C'est la méthode de la direction pour vider l'équipe de nuit et imposer, dès octobre prochain, son équipe à 28h30 par semaine, payée donc à 80 %.

Remarque au passage : Si nous acceptons cette nouvelle nuit, non seulement nous perdrons près de 400 € sur nos fiches de paye mais en plus, en cas de licenciement, nous ne serons plus rémunérés qu'à 80 % d'indemnités Pôle Emploi, sans parler de la baisse de nos retraites.

Il n'est jamais trop tard pour se battre

Depuis l'externalisation du service EVN au profit de GEFCO-GAS, un certain nombre de salariés ayant signé l'avenant ont exprimé le souhait d'être réintégré à PSA. Bien que garanti par l'avenant, ce « droit au retour » est refusé par PSA qui bloque toute

réintégration. Ni « perte de mémoire », ni « acharnement » (comme le disent certains), c'était exactement le but de la direction avec cette l'externalisation : sous-traiter à GEFCO-GAS le licenciement de nos collègues.

Ce n'est pas parce qu'on a signé un avenant, qu'on ne peut pas se battre contre ses conséquences et faire valoir notre droit (garanti par l'avenant) de retour à PSA.

« Sans impact » ? Vraiment ?

L'usine tchèque d'un fournisseur belge, Recticel, prend feu et c'est PSA Sochaux puis PSA Rennes qui voient leurs chaînes s'arrêter. Mais en bout de ligne, certains secteurs des usines ont été eux aussi arrêtés et des collègues priés de rester chez eux.

Ce sera « sans impact salarial », assure à l'AFP un porte-parole de PSA Sochaux. Ah oui ? On n'a pas jamais vu un chômage technique équivalent à une paye pleine. Quant aux H-, il faut bien les combler par des H+. À moins qu'en tapant tous ensemble du poing sur la table, ce soient d'autres que nous qui encaissent « l'impact ». Après tout, ce n'est pas nous qui avons mis le feu à Recticel... ni décidé de faire tourner l'usine en flux tendu.

Cachez cette pollution que je ne saurais voir

Le 9 février, la direction générale de la répression des fraudes (DGCCRF) a transmis à la justice son enquête sur des moteurs Diesel de PSA. Le groupe est soupçonné d'avoir triché sur leur taux de pollution comme Volkswagen et tant d'autres. Que PSA s'intéresse plus à ses profits qu'à la santé publique et qu'elle tripatouille la vérité à sa sauce, ce n'est pas une nouveauté, on est bien placé pour le savoir avec nos conditions de travail.

Mais, pour nous pas question de payer ni la baisse de production des moteurs, ni les sanctions juridiques et encore moins défendre les jolis moteurs polluants et la course aux profits de nos exploitaires.

La sainte famille

La famille Fillon est une famille soudée. Quand il faut assurer un emploi à son épouse, des revenus à ses enfants, François n'hésite pas un moment. Grâce à son activité de parlementaire, à sa société de conseils, à ses amis qu'il peut toujours solliciter, il assure le gagne pain de tous et pourvoit aux dépenses du ménage : un manoir de 14 chambres, les chevaux de madame, les études et l'argent de poche des petits, la gestion de ses 17 comptes en banque... Tout cela coûte des sommes folles que François gagne à la sueur de son front et par les amitiés qu'il sait entretenir. Un saint homme qui a su trouver la voie de la richesse en prêchant les sacrifices pour les plus pauvres ? Cela existe.